

PER
V-35
CON FS

LES VEILLÉES

DU

PÈRE BONSENS.

VOL. I.

DE TOUT UN PEU

NO. 13

Les Veillées du Père Bonsens, se vendent 3 sous par livraison. Les personnes de la Campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur-propiétaire, N. AUBIN, N° 34, Rue St. Gabriel, Montréal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant soit épuisé. L'envoi quivaudra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc. : destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

Pour les Etats-Unis, 5 cents en Greenbacks.

La raison les offense : ils se mettent en tête
Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens.
Si quelon'un desserre les dents,
C'est un sot. J'en conviens ; mais que faut-il donc faire ?
Parler de loin, ou bien se taire.

Le bonhomme LA FONTAINE

Septième Entretien.

(Suite)

Où l'on renouvelle connaissance avec cette singulière Jacqueline et avec la plupart des amis de monsieur Bonsens ;—Où Quochoche recommence ses naïvetés ;—Où l'on retrouve M. Languille qui explique comment en sa qualité d'avocat il entend la politique ;—Où le Père Bonsens décrit la fête de la confédération où il a vu des choses dont les organisateurs ne se doutaient pas ;—Où un grand ministre rentre en scène, scandalise Quochoche et veut en montrer à son curé ;—Où le Père Bonsens apprend à ses amis ce que c'est que l'ordre du Bain ;—Où il a une terrible discussion avec le ministre sur le passé, sur le présent et sur l'avenir ;—Où l'on trouve une curieuse lettre de Sa Majesté la reine à un bien-aimé sujet.

Quochoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh bien moi je donnerais pour le sûr quatre sous de bon cœur pour voir notre ministre habillé en peau de bête rouge. Il me semble pourtant que ce n'était pas la peine de se donner tant de tracas pour avoir le droit de s'habiller comme un sauteur de cirque.

Bonsens.—Que veux-tu les hommes aiment à posséder quelque chose qui les tire de la foule et les fasse remarquer. J'approuve ce sentiment qui peut produire souvent une émulation salutaire. Je ne vois à cela qu'un seul défaut, c'est que quand ces distinctions se donnent à d'autres qu'à des militaires elles arrivent rarement à ceux qui ont défendu les intérêts du plus grand nombre ou les doctrines populaires ; de sorte que cela me semble pour les monarques un moyen fort économique de récompenser leurs amis. Dans le cas actuel les préjugés de race ont encore fait leur jeu ; car on a mis au premier rang un ministre du Haut-Canada qui ne possède pas la confiance de la majorité de ses compatriotes, tandis que notre ministre qui a tenu l'autre si longtemps à flot n'occupe qu'une place secondaire, qu'on lui fait du reste partager avec des gens de petite volée.

Languille.—Au fond je n'en suis pas fâché car notre ministre ne pourra plus dire qu'il est avec son collègue comme les deux frères Siamois.

Pétras.—Ah ! mon Dieu qu'est-ce donc que ça ?

Bonsens.—Ce sont deux jumeaux insé-

parables qui se trouvent réunis entr'eux par l'estomac. Je vous dis cela sans mauvaise intention.

Boudin.—Monsieur Bonsens, apprenez que notre ministre dont vous paraissez faire peu de cas a refusé l'honneur dont vous avez parlé et qu'il préfère la confiance de ses concitoyens à tous les vains titres de noblesse que les monarques voudraient lui offrir. Ce que je vous dis-là c'est vrai puisque c'est publié dans la gazette.

Bonsens.—Oui, cher Docteur, mais la même gazette a publié aussi que le ministre a refusé parcequ'il ne trouve pas le grade assez élevé. Mais tenez, au moment où je parlais de Montréal des plaisants faisaient circuler une lettre que la reine aurait fait adresser par le télégraphe de mer à notre ministre pour lui expliquer les raisons qui l'ont empêchée de le faire chevalier comme son collègue du Haut-Canada; on m'en a donné une copie; si M. Languille qui a de bons yeux veut nous la lire, pour nous amuser, je vais la lui passer.

Quenoche.—Une lettre de la reine, vous avez qu'à voir! ça doit être beau. Diantre! il faut que notre ministre ne soit pas de la queue de chat pour que cette grande dame lui écrive! Lisez donc, monsieur Languille.

Languille.—Volontiers, hum! hum! (Il lit:) Mon cher et honoré monsieur, Sa Majesté notre gracieuse reine et maîtresse me commande de vous écrire ce qui suit:—" Mon féal et bien-aimé cousin le très-honorable baron Monck gouverneur de mon Domaine du Canada, vient de m'informer par le télégraphe que vous ne desiriez pas conserver le titre de compagnon de l'ordre très-honorable du Bain qu'il m'a plu de vous conférer et il me transmet aussi les raisons sur lesquelles vous appuyez votre refus et qui sont principalement que vous pensiez avoir autant de droit que l'honorable Sir John A. MacDonald au titre de chevalier du susdit ordre et que l'honorable Monsieur Langevin eût dû être décoré du titre de Compagnon puisque deux autres ministres de la Province d'Ontario vinrent de l'être. J'apprécie, je vous assure, à leur juste valeur les droits que vous énumérez et que vous avez à ma reconnaissance et à celle de l'Angleterre pour avoir aidé au gouvernement de vos compatriotes les Canadiens-Français pendant

« un assez grand nombre d'années et sur-
« tout pour avoir conseillé longtemps puis
« enfin amené la confédération de qua-
« tre de mes provinces de l'Amérique
« Britannique. Je vous en exprime ici ma
« reconnaissance.

Boudin interrompt:—Vous voyez, bande d'ingrats qui méconnaissez les services qu'on vous rend! La reine elle-même exprime à notre ministre sa sincère reconnaissance.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! S'il a rendu des services à la reine c'est bien juste qu'elle le remercie et elle est assez polie pour ça; mais ce n'est pas une raison pour que nous en fassions autant; continuez, si il vous plaît Monsieur Languille.

Languille, lisant:—" ma reconnaissance; mais....."

Petrus.—Ah! il y a un *mais!* c'est là que ça se trouve l'anicroche.

Jean-Claude.—Eh! n'interrompez pas toujours; j'aimerais bien à voir la fin.

Languille.—" Mais vous me permettez en même temps de vous expliquer, puisque vous m'y forcez, quelques unes des raisons qui ont dû nous guider dans les marques d'approbation que nous avons cru devoir donner à plusieurs de mes bons et dévoués sujets du Canada à l'occasion de ce changement qui doit selon vous, et comme je l'espère, resserrer les liens qui unissent leur pays à mon empire.

Jérémie.—Comme ça jase bien une reine! Ce que c'est que d'avoir les moyens de se faire éduquer! Si ma petite seconde qui a eu deux prix au dernier examen du convent peut continuer vous verrez qu'elle.....

Androche.—Elle ne sera pas une reine toujours.....

Jérémie.—C'te bêtisse! je ne dis pas ça, mais seulement si ma seconde était poussée elle pourrait bien avoir autant d'esprit et jaser en phrase.

Petrus.—Mais laissez donc continuer Monsieur Languille. A la fin si vous l'arrêtez toujours il n'en finira jamais.

Languille lisant:—" Remarquez mon honorable Monsieur, que plusieurs raisons militent en faveur du preux et galant chevalier Sir John A. MacDonald. D'abord il appartient à notre race qui, comme vous l'a dit votre intime ami et protecteur Sir Edmund Head, est bien supérieure à la votre, ce qui explique pourquoi, sur sept décorations, il y en

« a une grosse et cinq petites pour la race
 « supérieure et une petite pour la race
 « inférieure. Ce n'est que juste, comme
 « vous l'avouerez avec cette candeur qui
 « fait la base de votre caractère. Il est
 « une considération qui n'est pas à mé-
 « priser. On m'a dit que, voilà de cela
 « quelque trente ans, (j'étais bien jeune
 « alors et s'il m'en souvient il ne m'en
 « souvient guère.) vous avez voulu, les
 « armes à la main, verser mon gouver-
 « nement en Canada et déclarer votre
 « tre pays indépendant. Ce qui pallie
 « un peu votre crime à mes yeux, c'est
 « que l'on m'assure que vous n'avez pas
 « tué un seul de nos soldats ; mais l'in-
 « tention était coupable. Vous êtes reve-
 « nu à de meilleurs sentiments il est
 « vrai ; mais ce n'est pas une raison
 « pour que je vous place sur un pied d'é-
 « galité avec un homme comme Sir John
 « A. MacDonald qui a toujours été fidèle
 « à ma couronne et qui, en sa qualité de
 « chef orangiste jure d'appuyer à tout
 « prix et mon trône et la foi dont je suis
 « le défenseur, même s'il devait pour ce-
 « la marcher dans le sang de vos coréli-
 « gionnaires, les catholiques romains... »

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Elle
 n'a pas froid aux yeux, notre petite reine
 pour dire des choses pareilles à notre
 ministre Ein ! qu'en dites-vous, docteur
 Boudin ? Mais est-ce vrai, ce qu'elle dit
 des orangistes et de Sire John ?

Boudin.—Ce sont des calomnies de
 ces damnés rouges. Croyez-vous que M.
 McGee, un bon irlandais s'il en fut ja-
 mais, aurait voulu s'associer avec un
 orangiste ? Et que notre ministre, le sou-
 tient de nos droits et de nos institutions,
 eût voulu se prêter à un tel déshonneur !
 Tenez, vous m'impatientez avec vos pro-
 pos insensés. Cherchez dans toute la col-
 lection de la *Gazette* que j'ai à la maison
 et je vous mets au défi d'y trouver rien
 de ce que vous dites.....

Bonsens.—Lisez donc, Mr Languille.

Languille lisant :—Où en serais-je, grand
 « Dieu mon cher et honorable monsieur
 « s'il me fallait donner des titres à tous
 « les rebelles qui deviennent loyaux
 « lorsqu'on leur offre des portefeuilles
 « de ministre. Nous nous en servons
 « comme de raison, mais nous ne
 « les estimons pas. J'aurais pu passer par
 « dessus les préjugés dans votre cas, at-
 « tendu que vous nous avez excessive-
 « ment amusés ; mes enfants ont beau-
 « coup ri de vous, mais ri à en mourir,

« lorsque vous êtes venu nous voir au
 « château de Windsor. Mon petit Alfred
 « surtout, cet espiègle incorrigible imi-
 « tait votre parler, vos manières, et,
 « ayant mis des bas sur les manches de
 « deux balais il représentait votre allure
 « en culottes courtes. Il était à croquer
 « ce petit coquin et nous eûmes pour
 « longtemps des points de côté. Je vous
 « devais en toute justice quelque
 « compensation mais cela a été plus fort
 « que moi. Les raisons d'Etat, comme
 « vous savez, doivent passer avant nos
 « désirs particuliers. Vous vous plaignez
 « de ce que votre collègue, Monsieur
 « Langevin, n'a pas reçu les mêmes hon-
 « neurs que Monsieur MacDougall. Je
 « sais que l'on dit que ce dernier a eu
 « des penchants très prononcés pour le
 « système américain de gouvernement
 « et que l'autre est un saint homme. Je
 « ne sais rien de tout cela, mais on m'a
 « assuré que ce monsieur Langevin qui,
 « je crois était votre substitut, a failli
 « nous mettre en grande difficulté avec
 « mon fidèle allié l'empereur Napoléon
 « au sujet de l'affaire d'un pauvre mal-
 « heureux du nom de Lamirande. Mon
 « Secrétaire des colonies d'alors, lord
 « Carnarvon m'a assuré que c'était une
 « affaire des plus scandaleuses ; que l'on
 « ne peut expliquer la conduite que vo-
 « tre collègue a tenue, en cette occasion
 « que par le désir de vous plaire et de
 « vous favoriser attendu que c'était votre
 « associé qui fut employé par la police
 « française pour obtenir la reddition de
 « ce coupable. Cette conduite de votre
 « part m'a semblé d'autant plus singu-
 « lière que l'on assure que sous votre
 « gouvernement les défalcataires, les
 « faussaires, les voleurs publics sont
 « l'objet d'une protection toute particu-
 « lière et que non seulement on leur
 « donne les places les plus lucratives,
 « mais que même souvent on les supplie
 « d'entrer dans le cabinet. Vous n'aviez
 « donc pas quelque petit portefeuille
 « pour Lamirande ? Il entendait pour-
 « tant admirablement bien les finances
 « et ces gens-là sont rares. Toujours est-
 « il que je n'ai jamais pu induire mes
 « ministres à renoncer à leurs préjugés
 « cet égard et voilà ce qui explique pour-
 « quoi vous n'êtes point chevalier ni
 « Monsieur Langevin compagnon de
 « mon royal ordre du Bain. Il y avait
 « bien encore quelques autres raisons,
 « mais elles m'ont paru spécieuses et ne

“ valent pas la peine de vous être com-
 “ muniquées. Je regrette seulement
 “ qu’avec votre perspicacité ordinaire,
 “ vous n’ayiez pas compris pourquoi il
 “ m’a été impossible de vous traiter com-
 “ me je l’eusse désiré. Vous eussiez pu
 “ même, profiter de l’occasion pour ac-
 “ croître votre prestige auprès de vos
 “ compatriotes, hommes simples et hon-
 “ nêtes qui ne croient pas aux artifices
 “ des grands, en leur laissant croire que
 “ vous méprisiez les titres honorifiques,
 “ que vous auriez même refusé ceux
 “ que j’aurais pu vous offrir. Je vous
 “ eusse gardé le secret et tout eût été
 “ pour le mieux, tandis que la lettre que
 “ vous avez eu la maladresse de m’écri-
 “ re et de publier, et à laquelle la poli-
 “ tesse m’a forcée de répondre, vous
 “ place, excusez ma franchise, dans la
 “ position la plus ridicule dans l’esprit
 “ des gens sensés. Je souhaite mon cher
 “ et honoré monsieur, que Dieu votis
 “ ait en sa sainte garde.”

LA REINE,

Par son Secrétaire intime

Boudin.—Vous voyez bien qu’elle n’est pas signée c’est donc une lettre fausse.

Pebus.—Serait-ce par hasard votre ami, Monsieur Jean-Baptiste Daoust qui l’aurait écrite ?

Boudin.—Il ne s’amuse pas à des platitudes insignifiantes. Ah ! enfin, voici notre cher ministre lui-même : Arrivez bien vite pour confondre ces bavards au milieu desquels je pourrais perdre l’esprit.....

Quenoche.—En v’la une bonne ! c’est comme moi l’autre jour dans les chars : trois de mes amis ont eu leur bourse volée. Moi je n’ai rien perdu.

Jérémie.—Ah ! comment as-tu fait ?

Quenoche.—J’avais oublié d’emporter de l’argent.

Boudin.—Avouez, monsieur le ministre, que c’est bien affligeant de vivre avec des simples de cette espèce.

Le ministre, riant.—Eh ! Eh ! mon ami Quenoche ne me paraît pas aussi bête qu’il en a l’air. Il ne s’agit que de le comprendre ; mais voyons, de quoi parliez-vous pendant mon absence ? Vous parlez de moi je parie ? c’est tout naturel, dans ce moment-ci tout le monde s’occupe de ce que je fais, de ce que je pense, de ce que je dis et même de ce que je ne dis pas.

Jean Claude.—Les oreilles ont dû vous corner depuis quelque temps car il faut avouer que jamais on n’a tant parlé de personne que de vous de ces temps-ci.

Quenoche.—Oui et même les oreilles vous corneraient et se redresseraient encore plus si vous entendiez tous les jasements qui se font en arrière de vous. Vous avez beaucoup d’amis, je vous assure, mais vous avez aussi beaucoup d’ennemis. J’aimerais bien pouvoir me débrouiller au milieu de tout ça.

Le ministre.—Voilà le père Bonsens qui peut vous éclairer à sa manière. Je pense qu’il me hait et me déteste de tout son cœur ; car il a beau dire et beau faire on voit qu’il n’est pas de ma politique.

Bonsens.—Vous avez tort de parler ainsi, monsieur le ministre ; je ne sais détester personne. Je blâme souvent la conduite de certaines gens, je les plains, mais ne puis les haïr. Ainsi j’admire en vous certaines qualités comme votre énergie, votre vigilance incessante, votre dévouement à ceux qui appuient vos vœux ; mais je déplore votre soif insatiable du pouvoir qui a fait tant de mal à vos compatriotes et tellement reculé le pays qu’il faudra bien des années de lutttes pour rattrapper le chemin perdu.

Le ministre.—Comment, comment ? Allez-vous dire que je n’ai pas fait rondement marcher les affaires du pays. Voyez par exemple la confédération... mais j’oublie que naturellement vous êtes opposé à la confédération et que vous feriez tout votre possible pour nous faire retourner à l’ancien système.

Bonsens.—Vous vous trompez encore là, monsieur le ministre. Tant que nous ne serons pas les maîtres de nos destinées nous serons bien forcés d’accepter le sort qu’on nous fait, sauf à tâcher d’en tirer le meilleur parti possible. Ce que je regrette c’est de voir d’anciens amis des doctrines populaires, des hommes qui se sont fait un nom par leur dévouement aux idées libérales, faire l’ouvrage de nos ennemis et nous reculer de cent pas après nous avoir aidés à en faire péniblement un. Vous vous souvenez que lors de l’Union des deux Canadas il y eut par tout le pays un cri général de réprobation. Tout le monde promit d’y résister. Tous les candidats à la représentation jurèrent solennellement de n’avoir ni trêve ni repos tant que l’Union subsisterait. Mais bientôt on fit luire à leurs yeux l’appât des places et du pou-

voir. On introduisit le régime de la corruption, on fit des dépenses exorbitantes pour nos moyens, on endetta le pays pour acheter par des contrats lucratifs l'appui de tous ceux qu'on trouva nécessaire d'entraîner ou de faire taire.

Boudin.—Mais vous savez bien, monsieur Bonsens, que tous les journaux bien pensants ont dit et redit que l'Union nous a sauvés.

Bonsens.—Qui elle a sauvé ceux qu'elle a payés et chargés d'honneurs. Mais pour quelques centaines qu'elle a sauvés elle en a chassés des centaines de mille du pays. Les impôts placés pour payer les intérêts de notre dette sur les effets dont nous avons besoin ont rendu la vie impossible pour la majorité des ouvriers qui ont été forcés de chercher de l'ouvrage et du pain ailleurs.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Je ne comprenais pas comment la politique pouvait chasser le monde ; mais ça me paraît clair à présent.

Bonsens.—Eh bien je ne voudrais pas entreprendre une lutte contre la confédération comme celle qu'on a faite inutilement déjà contre l'union ; mais je voudrais qu'on envoyât au parlement fédéral des hommes dévoués et capables qui pussent apporter à la nouvelle constitution des changements propres à nous permettre d'en faire un système avantageux et sûr.

Le ministre.—Ah ! je vous y prends, vous approuvez presque la confédération ; j'ai donc bien fait de participer à son établissement ? On doit donc élire ceux qui m'ont aidé au lieu de ceux qui me combattent.

Boudin.—C'est clair et c'est ce que je dis.

Petrus.—Attendez, attendez. Il me semble que ce n'est pas aussi clair que cela et que notre Bonsens aura bien son mot à dire.

Bonsens.—Permettez, il me semble au contraire que pas un de ceux qui ont voté la confédération ne devrait être chargé de nouveau d'un mandat et je vais vous dire pourquoi : D'abord vous n'avez pas voulu adopter ce système tant que vous pensiez pouvoir gouverner le pays avec de grandes majorités. Dès que vous avez été battu vous avez dit que la constitution ne valait rien, tandis qu'il est bien probable qu'avec de la bonne volonté elle eût pu marcher longtemps encore. Vous avez refusé d'en appeler

au peuple afin de savoir de lui s'il voulait ce changement. Vous avez agi sans son consentement et contre vos promesses. Tenez il pourrait vous prendre fantaisie d'en faire encore autant si par hasard vous étiez comme cela pourrait fort bien arriver, battu dans le premier parlement du nouveau Domaine. Par exemple quelle garantie avons-nous de votre fidélité ? Vous avez abandonné deux fois vos opinions : pour arriver au pouvoir, puis pour le reprendre. Je pense qu'on pourrait vous entendre, dans le cas d'une défaite, vous écrier que l'on n'a de choix qu'entre la confédération et l'annexion ; or comme la confédération ne peut pas fonctionner (car selon vous un gouvernement qui marche sans vous ne fonctionne pas) il faut s'annexer ! Et l'on pourrait vous voir faire une coalition avec tous les annexionnistes et dire qu'il nous faut être américains de suite et qu'il n'y a pas pour cela besoin de consulter le peuple qui est trop ignorant pour décider des questions de cette portée. C'est votre passé, comme vos voyez, qui me fait craindre pour l'avenir.

Androche.—Diantre ! C'est pas drôle en effet d'envoyer au parlement des gens qui croient avoir le droit de tout faire sans consulter ceux qui les élisent et qui les paient. C'est trop dangereux et il me semble que c'est assez de l'avoir fait une fois. C'est pas une raison parcequ'on a une girouette sur sa maison de faire tourner la maison avec, toutes les fois que le vent change !

Jean-Claude.—Ah ! ça pour le coup c'est vrai et je comprends que ça ne serait pas une économie.

Jérémié.—Du yable si je voudrais faire ce jeu-là !

Bonsens.—Eh bien pourtant mon pauvre Jérémié, il y a moins d'inconvénient à tourner une maison qu'un pays.

Le ministre.—Mais enfin, Monsieur Bonsens, quel défaut trouvez-vous à ma confédération ?

Bonsens.—Les défauts que j'y trouve, je vais vous les dire. Je ne suis pas à mon âge comme vous devez bien le penser, un de ces forcenés qui ne trouvent rien de bon que ce qu'ils ont fait ou prononcé. Non, et vous ne devez pas voir en moi un aveugle ennemi de cette confédération que vous nous avez imposée plus pour la satisfaction de votre ambition que par amour du bien. Mais ce que je regrette, c'est que vous ayez in-

troduit dans votre gouvernement un élément monarchique dont nous nous étions presque débarrassés à grand peine. Je comprends qu'en Europe, en Angleterre par exemple où d'anciennes classes possèdent le sol, qui ont eu le pouvoir longtemps, entourent et appuient autant que possible le trône qui les protège, ou doit compter sur ces classes et leur laisser un certain contrôle dans les affaires. Et encore, vous le savez on commence à crier très-fort contre l'inutilité de la chambre des lords. En ! bien vous nous avez donné sous le nom de Sénat une chambre des lords dont vous ne pourrez contrôler l'opposition parfois que par la corruption puisque vous avez limité le nombre de ses membres.

Le ministre.—Mais le principe électif ne nous a pas donné des hommes supérieurs.

Bonsens.—Vous n'avez pas le droit de dire cela puisque vous avez composé votre Sénat d'anciens conseillers élus par le peuple. Vous en avez seulement éliminé quelques uns des plus dignes et conservé d'ignobles nullités ! Du reste je vois dans cette faute ce doigt de la Providence qui permet toujours que les hommes laissent dans leurs œuvres un point imparfait qui fait leur punition ou marque leur infériorité. Ainsi quoique je ne suis pas prophète, beaucoup s'en faut, je crois pouvoir vous dire que cette confédération que vous avez acceptée des mains de votre plus mortel ennemi, M. Brown, car c'est à lui que l'idée en est venue ; au lieu de perpétuer votre prestige vous précipiterez du haut du pouvoir parmi les déçus de ce monde. Déjà vous sentez la nécessité de vous justifier, de vous défendre, de vous mesurer sous un désavantage probable, devant la foule du populaire avec un adversaire étranger encore à la vie parlementaire et dont en tout autre temps vous eussiez méprisé la jeunesse. Et votre souveraine elle-même a scellé déjà votre décadence en ne vous donnant pas cette distinction à laquelle vous lui avez tardivement représenté que vous aviez des droits supérieurs ou du moins égaux à ceux d'hommes qu'elle vous a préférés. On dit que les peuples sont ingrats, cela est quelquefois vrai, mais les monarches aussi sont injustes.

Le ministre.—Eh ! je me moque bien de ces titres là. J'en ai refusé un tout net.

Bonsens.—Mais trop tard et maladroitement puisque vous vous plaignez de son insuffisance.

Boudin.—N'importe tout ça ? La confédération nous donne le pouvoir de nous gouverner dans le Bas-Canada, or comme nous y avons la majorité nous allons faire tout ce qu'il nous plaira. C'est autant de gagné.

Bonsens.—On nous a bien donné ce droit en apparence, mais la réalité se réduit à peu de chose. Si le parlement général est conservateur vous aurez la maîtrise ; mais s'il est démocrate ou libéral la minorité qui a droit d'appel fera renverser toutes vos décisions. Nous tomberons alors dans un chaos qui n'aura pas d'exemple ailleurs. Nous aurons recours aux gros mots, puis aux coups, ce qui n'est pas bien consolant quand on est le plus faible.

Jérémie.—Expliquez-moi donc ça à la franquette. Moi, voyez-vous je ne connais pas tous vos beaux termes de consommateurs et de démocrates. Parlez par bleus et par rouges. J'entends ça.

Bonsens.—Eh ! bien supposez que vous avez dans le conseil municipal neuf bleus qui veulent ouvrir un chemin dans un endroit de la paroisse et trois rouges qui ne le veulent pas. Les neuf bleus passent à la majorité un règlement pour faire le chemin, les trois rouges votent contre puis appellent à la législature qui serait, supposons, rouge. Elle renverse le règlement, et le chemin que la majorité voudrait avoir ne se fera pas mais au contraire vous aurez celui que désire la minorité.

Jérémie.—Mais ça ne serait pas juste, ça, père Bonsens.

Bonsens.—Non certainement. En théorie il est bon de protéger les minorités, mais en pratique, en politique surtout, cela n'amène rien de bon. La confédération a introduit ce principe mais je pense qu'il nous causera bientôt de grands tracas. Le gouvernement représentatif est basé sur la volonté du plus grand nombre et cela est juste parceque les abus auxquels se livrent les majorités les transforme avec le temps en minorités et le droit d'appel ne peut que retarder le remède.

Jérémie.—Ah ! je comprends ça. Mais pourquoi alors avoir introduit cela dans la confédération ? Ça m'a tout l'air d'une

niche qu'on nous a faite parceque ce n'est guère que dans le Bas-Canada où le plus petit nombre pourra se fier sur le grand parlement pour obtenir justice. Ce n'est donc pas comme chez les américains où chaque Etat fait ce qu'il lui plaît?

Bonsens.—Non, mon brave Jérémie. Je te dirai de suite par exemple que je ne me plains pas de cette clause qui aura bien vite peut-être son utilité si le gouvernement continue sur le pied dont il est parti. Ainsi je suppose que si quelqu'un venait dans la législature locale, proposer qu'il soit défendu à tout défalcaire à tout faussaire, à tout criminel enfin sous le coup d'une condamnation, d'occuper une charge publique, la majorité voterait certainement contre une telle proposition. La minorité en appellerait à la législature fédérale qui donnerait certainement raison à la minorité. Cela serait juste; pourtant cela arrêterait peut-être notre gouvernement local.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! Allez-vous nous dire à présent, monsieur Bonsens, qu'il y a des voleurs reconnus dans les bureaux du gouvernement? Ça c'est trop fort et vous ne me ferez jamais croire chose pareille. Vayons, monsieur le ministre vous devez savoir ça, vous qui, paraît-il, menez cette barque depuis si longtemps?

Le ministre.—Mon cher Quenoche à propos de barque je te dirai seulement: (Il chante sur un air favori:)

Entrez dans mon canot
Le plus beau des canots
Il n'a d'autres défauts
Q'd'aller au fond de l'eau.

Quenoche.—C'est-i par hasard le canot que vous avez fait faire pour prendre l'ordre du bain?

Le ministre.—Vous avez qu'à voir! Quenoche mon ami, tu ne vivras pas, t'as trop d'esprit. Mais risée à part si je donne des places parfois à des gens qui ne sont pas toujours trop honnêtes c'est que je pense qu'ils seront plus fins que les autres pour découvrir et attrapper les voleurs. Chaque chose dans ce monde a son utilité, voyez-vous; tout ce qu'il faut c'est de savoir s'en servir.

Boudin, émerveillé.—Quel grand homme! il a réponse à tout!

Quenoche.—C'est égal je n'embarquerai pas dans son canot. J'aime mieux mon honnête plancher des vaches que sa navigation de pirates et de naufrageurs. Vous pouvez aller dans votre canot avec ceux qui sont assez fous pour vous suivre, mais chantera bien qui chantera le dernier.

Le ministre.—Tu as peut-être raison mon ami et le père Bonsens, avec sa philosophie qui n'est pas trop méchante, vous rendra certainement service s'il vous enseigne qu'après tout, on peut être plus heureux à s'occuper de sa petite besogne particulière qu'à vouloir conduire celle du pays. Il y a bien des déboires dans la vie politique. Je commence à m'en apercevoir.

Petrus.—Eh, monsieur le ministre, on dit que les affaires du pays ne vous font pas négliger les vôtres puisque vous avez à ce qu'on prétend la pratique, grosse pratique du Grand-Tronc. Monsieur Bonsens nous a dit, je crois, que c'est une chose qui ne convenait guère puisque par exemple, comme ministre, lors de l'accident du pont de Belœil vous auriez dû faire une enquête sur la conduite de la compagnie et dans l'intérêt public obtenir de bons dommages pour les victimes de ce grand malheur tandis qu'au contraire, par le moyen de votre associé vous avez fait tout votre possible pour la défense de cette compagnie, que je ne blâme pas puisqu'elle est assez fine pour vous engager à son service. Il me semble que le grand parlement fédéral devra empêcher pareille chose. Je commence à croire que la confédération va nous débarrasser de bien des abus. Pourvu qu'elle ne coûte pas trop cher, c'est tout ce que je demande. Mais, dites-moi, on dit que vous êtes ministre de la guerre, C'est-il vrai?

Jérémie.—Ah! mon Dieu! On va donc avoir la guerre! C'est pour le coup que je vends tout ce que j'ai et que je me sauve.

Le ministre.—Eh! imbécile, pourquoi te sauver puisque si on organise une armée permanente c'est justement pour te garder et empêcher la guerre avec nos voisins.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir. C'est donc une armée qui ne se battra pas

que vous voulez faire. Je n'en vois pas beaucoup l'utilité alors, car il me semble qu'elle ne ferait que mettre comme on dit la puce à l'oreille de nos voisins, qui sont pourtant assez éveillés, à leur ordinaire, sans cela. C'est-il vrai que les gazettes ont dit que avez vous dit aux gens de l'Angleterre que nous autres canadiens serions fiers d'être son champ de bataille et de donner notre dernier écu et notre dernière goutte de sang pour elle ?

Le ministre.—Certainement ! et j'ose croire que chacun de vous serait prêt à m'approuver et à me soutenir dans un cas pareil. J'exprimais là je pense le sentiment de tout le monde.

Quenoche.—Un moment, un moment ! Ca dépendrait de la cause de la guerre. Si par hasard les américains voulaient venir sans raison et contre notre gré prendre, à propos de bottes, notre pays, je ne dis pas. On ferait ce qu'on pourrait. Mais si deux capitaines de bâtiments de guerre en ribotte allaient quelque part en Chine s'envoyer quelques boulets nous ne serions pas d'avis de nous faire ruiner et massacrer dans une querelle où nous n'aurions rien à voir.

Petrus.—Mais, est-ce bien sérieux, monsieur le ministre, que l'on veut mettre une armée sur pied et faire des fortifications ? Nous ne sommes pas pour ça, voyez-vous, par ici, car il nous semble que nous avons bien assez de dépense à supporter sans nous mettre celle-là sur le dos, sans nécessité.

Le ministre.—Monsieur Pétrus, il nous faudra certainement une armée puisque je serai ministre de la guerre. Comment pourrions-nous être une grande nation sans cela. Voyez en Europe tous les gouvernements, même les plus petits ont une armée. Comment sans cela se feraient-ils respecter ?

Petrus.—Eh ! le père Bonsens nous disait l'autre jour que les petits souverains qui ont des soldats les entretiennent plutôt pour se protéger contre leurs sujets que contre les autres pays puisque les gros gouvernements peuvent avaler les petits dès que cela leur plaît, comme cela s'est vu bien souvent. Il ajoutait aussi que les sujets des souverains qui ont aussi des armées permanentes se sauvent de leurs griffes aussi vite qu'ils le peuvent. L'Amérique, si cela continue, ne sera pas assez grande pour recevoir tous les malheureux d'Europe qui vont y chercher refuge.

Jérémie.—Mais ce ne sont pas les soldats qui les chassent.

Petrus.—Non, mais c'est probablement la pauvreté que cause l'entretien de ces soldats-là qui ne font rien et par conséquent ne gagnent rien et que ceux qui travaillent doivent habiller et nourrir.

Languille.—Moi je suis pour l'armée parceque bien probablement elle prendra dans ses rangs beaucoup de mes jeunes confrères du barreau qui ne sachant comment trouver des clients offrent leurs services pour rien afin d'en obtenir.

Androche.—Oui pour des officiers; ça ira encore, mais elle prendra aussi pour soldats nos travailleurs des campagnes et déjà l'on n'en peut pas trouver assez pour nos ouvrages. Monsieur le ministre votre idée ne prendra pas parmi nous autres et vous feriez bien de l'abandonner.

Languille.—Oui, je crois que vous avez raison, monsieur Androche, et que l'on fera bien de ne plus parler de cela jusqu'après les élections. Ensuite on pourra faire ce qu'on voudra. Il ne s'agit plus que de convaincre les membres, et monsieur le ministre connaît à fond, cette rubrique.

Jacqueline.—Eh ! monsieur rentrez donc ; voilà la nuit qui se fait noire.

Monsieur le ministre et Monsieur Languille, vos chambres sont prêtes et vous autres vos femmes vous attendent. Vous aurez le temps demain de recommencer votre ennuyante politique. Pour moi j'ai tant baillé ce soir que j'en ai les mâchoires démanchées. Heureusement que c'est demain Dimanche. Les voisins vont arrêter par ici et j'aurai du moins mon tour.

Le Ministre.—Allons Quenoche et les autres, bonsoir, sans rancune et au revoir. Nous reprendrons cette conversation car je ne désespère pas de mettre Monsieur Bonsens de mon côté.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir. C'est pas facile. Pourtant il y aurait un moyen

Le Ministre.—Ah ! et lequel ?

Quenoche.—Être, à l'avenir, modeste, juste et bon patriote.

Jacqueline.—Bonsoir, bonsoir.

